



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-temple

Savigny-le-temple, le 04/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STLG Recyclage

Rue des Prés Saint Martin
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : E/24-0717
Code AIOT : 0006506766

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 octobre 2023 dans l'établissement STLG Recyclage implanté 179 rue du Port – Zone Industrielle Le Clos Saint Louis 77190 Dammarie-les-Lys. L'inspection a été annoncée le 18 octobre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le SDAGE 2022-2027 vise des objectifs ambitieux, notamment l'atteinte du bon état écologique en 2027 pour plus de la moitié des cours d'eau du bassin. Il vise à minimiser l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques.

Or, pour des raisons généralement liées à leur fonctionnement, de nombreuses installations classées pour la protection de l'environnement sont situées en bordure de cours d'eau.

Lorsqu'un déversement accidentel, un incendie, ou tout autre événement à l'origine de rejets de substances polluantes survient, les rejets dans le milieu sont susceptibles d'avoir une incidence notable sur la qualité des masses d'eau.

Par ailleurs, les épisodes de crue et de sécheresse qui ont touché l'Île-de-France depuis plusieurs années tendent à confirmer l'importance de la sensibilisation de ces établissements afin de lutter contre la pollution des cours d'eau, à la fois en période de crue et de sécheresse.

Dans ce cadre, le service prévention des risques de la DRIEAT a engagé une action régionale « ICPE en bordure de cours d'eau » visant à évaluer les dispositifs mis en place par les exploitants afin d'éviter ces risques de pollution des cours d'eau.

La visite d'inspection du 23 octobre 2023 s'inscrit dans le cadre de cette action régionale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STLG Recyclage
- 179 rue du port - ZI Le Clos Saint Louis 77190 Dammarie-les-Lys
- Code AIOT : 0006506766
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société STLG RECYCLAGE exploite une installation de tri, transit, regroupement de déchets de métaux non dangereux et de déchets dangereux d'une superficie de 4200 m² sur la commune de Dammarie-les-Lys.

Le site est localisé dans la zone industrielle du Clos Saint-Louis à l'emplacement de l'ancienne usine pilote de la société EVERIT (fabrication d'éléments en amiante ciment).

La société STLG RECYCLAGE a repris les activités de l'établissement à la suite de la société STLG.

La société a bénéficié des droits acquis au regard des rubriques 2713-1 et 2718-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour le transit, regroupement et le tri de déchets de métaux non dangereux et le tri, transit et regroupement de déchets dangereux par courrier préfectoral du 19 mai 2014.

Ses activités relèvent :

- du régime de l'autorisation de la nomenclature des installations classées au titre de la rubrique n° 2718-1 « installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux »,
- du régime de l'enregistrement de la nomenclature des installations classées au titre de la rubrique n° 2713-1 « installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux »,
- du régime de la déclaration de la nomenclature des installations classées au titre de la rubrique n° 2716-2 « installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes ».

Les activités de cet établissement sont réglementées par :

- l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2713-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2 IC 250 du 13 septembre 1999 autorisant l'exploitation des activités de stockage et récupération de déchets de résidus métalliques, d'objets en métalliques et carcasses de véhicules hors d'usage,

- l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 223 du 17 août 2009 interdisant le stockage et le traitement de véhicules hors d'usage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- accessibilité ;
- moyens de lutte contre l'incendie ;
- désenfumage ;
- rétention des pollutions accidentelles ;
- entreposage des déchets ;
- plan des réseaux ;
- collecte et surveillance des effluents ;
- installations électriques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-III	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-IV	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Collecte et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Réseaux de collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 13/09/1999, article 3.I.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	Conditions particulières de chacun des rejets	Arrêté Préfectoral du 13/09/1999, article 3.I.6.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
11	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 13/09/1999, article 3.V.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
12	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/09/1999, article 3.V.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7-I	Sans objet
3	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-I	Sans objet
6	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 - IV	Sans objet
13	Transfert des installations - changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 13/09/1999, article 2.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection du 23 octobre 2023, l'inspection des installations classées a relevé les non-conformités suivantes :

- l'absence de justificatif du débit du poteau incendie présent à l'entrée du site,
- la dalle bétonnée des aires de stockage à l'extérieur qui est détériorée en plusieurs endroits,
- le mauvais entretien et la méconnaissance de l'actionnement du dispositif d'isolement du site et de rétention des pollutions accidentelles,
- l'absence d'un plan des réseaux actualisé,
- l'absence de contrôle et le mauvais entretien du réseau de collecte des effluents,
- l'absence d'entretien du débourbeur-déshuileur,
- l'absence de dispositif de désenfumage au niveau du bâtiment,
- l'absence d'un nouveau contrôle des installations électriques.

Il ressort par ailleurs de ces non-conformités, que l'état et le mauvais entretien des réseaux de collecte et des dispositifs de rétention dont dispose le site ne permettent pas de limiter l'impact des activités et la propagation de pollution en cas d'inondation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7-I
Thème(s) : Risques chroniques, Intervention des services d'incendie et de secours
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : L'installation des installations classées a constaté que les services d'incendie et de secours peuvent accéder à l'installation par l'entrée principale qui est aussi l'unique accès au site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :
- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :

1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;
2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;

- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que l'établissement est équipé de 28 extincteurs répartis sur le site et dans les engins, bien visibles et facilement accessibles.

2 RIA sont en place au niveau du bâtiment, du côté de l'auvent.

La dernière vérification des matériels a été réalisée le 17 avril 2023.

Le bâtiment de stockage est équipé d'un système de détection des fumées.

Le site est également équipé d'une réserve de sable.

Un poteau incendie est disponible sur la rue, au niveau de l'entrée du site.

En cas de nécessité, il est prévu un pompage de l'eau directement dans la Seine.

En revanche, l'exploitant n'a pas présenté le justificatif la dernière vérification des détecteurs, ni été en mesure de préciser la date à laquelle cette dernière vérification a été effectuée.

L'exploitant ne possède pas non plus de justificatif récent démontrant que le poteau incendie est en mesure de délivrer un débit minimal de 60 m³/h pendant deux heures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-I
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>II. La capacité de rétention est étanche aux liquides qu'elle contient et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>[...]</p>
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les différents liquides susceptibles de créer une pollution sont stockés dans des fûts entreposés sur des équipements de rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-III
Thème(s) : Risques accidentels, Préventions des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que le sol du bâtiment principal de stockage est une dalle bétonnée. Cette dalle ne présente pas de trace apparente d'endommagement. En revanche, à l'extérieur, la dalle bétonnée des aires de stockage et de manipulation des déchets est détériorée à plusieurs endroits et en particulier au niveau des bordures de la dalle. Aussi, il apparaît nécessaire de procéder à la réparation de ces zones. D'autre part, l'exploitant n'a pas été en capacité de démontrer que la dalle extérieure permet de recueillir les eaux de lavage ou de pollutions accidentelles (sens d'écoulement, cuvette de rétention, regards de collecte). L'exploitant précise que l'intervention d'un géomètre est prévue concernant cette vérification mais aucun devis n'a été présenté à l'inspection des installations classées depuis la date du contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Préventions des accidents et des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de préciser de quel dispositif d'obturation le site est équipé (obturateur à ballon ou vanne guillotine).</p> <p>Le dispositif d'obturation n'est pas clairement signalé et rendu inaccessible par le mauvais entretien de la végétation autour de la zone de traitement des eaux pluviales.</p> <p>Il est demandé de fournir le descriptif et les justificatifs d'entretien de cet équipement à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les consignes d'utilisation de cet équipement ne sont pas affichées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 - IV
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible,</p>

amendement, recyclage par exemple). [...]
<p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
<p>Constats :</p> <p>Les zones d'entreposage sont bien définies par type de déchets.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les batteries sont entreposées dans des bacs étanches, abrités des intempéries sous l'auvent.</p> <p>Des D3E sont stockés à l'intérieur du bâtiment, abrité des intempéries.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Collecte et rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan des réseaux n'est pas complet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le bassin étanche de 5 m³ assurant une rétention d'au moins 24 heures présent avant le débourbeur-déshuileur comme indiqué dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n'est pas présent sur le plan, • les regards de collecte ne sont pas représentés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Réseaux de collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/1999, article 3.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les réseaux de collecte sont conçus de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que plusieurs regards et avaloirs de collecte sont</p>

totallement bouchés, ou même introuvables, ne permettant pas de recueillir les eaux de ruissellement et les eaux susceptibles d'être polluées de la plateforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions dans l'eau
Prescription contrôlée : Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que le débourbeur-déshuileur est inaccessible suite au mauvais entretien de la végétation. L'exploitant n'a pas transmis de justificatif du dernier entretien et vidange du débourbeur-déshuileur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Conditions particulières de chacun des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/1999, article 3.1.6.3	
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des effluents rejetés	
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies.	
Référence du rejet : n° 1	
Paramètre	Concentration maximale (mg/l)
DBO5	5
DCO	25
MES	30
Azote total (NTK)	30
Azote ammoniacal (NH4)	0,5
Nitrates (NO3)	0,5
Phosphore total (P)	10
Hydrocarbures totaux	10

Constats :
Le dernier rapport des résultats d'analyses des effluents, daté du 8 décembre 2022, a été transmis à l'inspection des installations classées.
Un dépassement de la valeur limite maximale autorisée pour la DCO est constaté.
Les résultats des nouvelles analyses de 2023 accompagnés des commentaires et explications, en cas de persistance de dépassement de la DCO dans les rejets aqueux, doivent être transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/1999, article 3.V.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : [...] Le bâtiment central est muni d'un dispositif de désenfumage en partie haute sur 1 % de la superficie au moyen d'ouvrants. Ceux-ci sont à commande automatique et manuelle placée près des issues de secours.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que le bâtiment central n'est pas équipé d'un dispositif de désenfumage en partie haute, comme préconisé dans l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/1999, article 3.V.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : [...] Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défécuosité relevée dans les délais les plus brefs. [...]
Constats : La dernière vérification des installations électriques a été effectuée le 2 février 2022. Un nouveau contrôle des installations électriques doit être réalisé par un organisme agréé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : transfert des installations - changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/1999, article 2.8
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions administratives applicables
Prescription contrôlée : Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.
Constats : La société STLG Recyclage a déclaré le changement d'exploitant le 16 janvier 2020.
Type de suites proposées : Sans suite